

DIRECTION GENERALE DES PATRIMOINES

Département de la formation scientifique et technique

Bilan d'activités 2011

L'année 2011 a été caractérisée par la première offre de formation commune à l'ensemble de la direction générale des patrimoines. L'offre au catalogue 2011 s'est construite autour de plusieurs approches selon les publics destinataires. Offre de stages « nouveaux », transversaux reposant sur des thématiques globales ou communes aux différents métiers des archives, des musées, du patrimoine et de l'architecture ; stages sectoriels « traditionnels » ou nouveaux, tenant compte des besoins spécifiques de chaque secteur métier. Un des enjeux de 2011 aura été la bonne compréhension de l'offre par nos publics et l'adhésion à notre offre, notamment par la « mixité » des publics métiers aux stages transversaux.

I) PERSONNEL DU DEPARTEMENT

En 2011, le département de la formation scientifique et technique a perdu en juin une de ses collaboratrices (départ à la retraite). Il dispose actuellement de 10,6 ETP, 9,6 réels (1 congé longue maladie) pour 10 agents présents, ce qui était l'effectif cible prévisionnel fixé pour le département fin 2011. La prolongation du congé maladie d'un des collaborateurs pèse sur les effectifs, notamment dans le secteur d'activité de la formation « musées ». La seule collaboratrice présente issue de l'ex équipe formation du Service des musées de France a dû pallier cette insuffisance de personnel, par un engagement prononcé auprès des SCN musées nationaux, avec le développement notamment de formations in situ, adaptées à l'établissement concerné.

L'ensemble du personnel du département a conçu et mis en oeuvre des procédures et outils communs de travail à la réalisation de nos formations : procédures administratives, comptables et financières. Cette action se situe dans la suite du projet de service débuté en 2010. Pour la première fois, dans un souci de transversalité et d'acquisition d'une culture commune, chaque responsable d'actions de formation a eu à s'occuper de stages multiples, des différentes disciplines ou inter-métiers, même s'il n'en reste pas moins vrai que chacun a continué à s'investir dans les stages de sa discipline métier d'origine. Par ailleurs, le département s'est formé dans la seconde moitié de l'année à l'utilisation du logiciel Formation, qui sera utilisé par le département début 2012 pour la gestion des stages de la direction générale des patrimoines.

II) MOYENS

Au titre de l'année 2011, le montant des crédits alloués au département de la formation scientifique et technique en titre 3 sur le programme 224 est de 731 000 €. Ce montant correspond à 100% de l'enveloppe sur l'UO SRH.

Une mise en réserve de 5% a été effectuée soit un montant ouvert en gestion de **694 500 €**. On constate cette année une diminution du budget formation de la direction générale.

Ce montant a été réparti entre plusieurs rubriques qui correspondent à des grands groupes de formations et de dépenses annexes bien distincts. Ces grands groupes de dépenses sont les suivants :

Formation :

- Une dotation de 55000 euros pour les formations individuelles dont 48386 ont finalement été utilisés.
- Une dotation de 30000 euros pour la formation statutaire des AUE à l'Ecole des Ponts-et-Chaussées (totalité utilisée).

- Une dotation de 360000 euros pour la formation continue dont 391900 euros utilisés.
- Une dotation de 55000 euros pour les formations internationales dont 54077 utilisés.
- Une dotation de 60000 euros pour les formations ENNEADE sur l'histoire de l'art.
- Une dotation de 10000 euros pour le marché FPSG sur la sécurité-incendie.
- Une autre dotation de 10000 euros pour le marché FPSG.

Pour un total global de 600000 euros.

Frais annexes liés à la formation : (salles, déplacements.....)

- Une dépense totale de 65719,59 euros pour les locations de salles (FORMERET).
- Une dépense de 40000 euros pour les bons de transport SNCF.
- Une dépense de 77 764 euros pour les frais de déplacements des agents qui relèvent de la DGPAT aux différentes formations (formations catalogues, formations individuelles et formations SG).(régie).

Ces sommes ne comprennent pas le montant des rémunérations des formateurs internes ou externes, qui relèvent du bureau de l'emploi et de la rémunération-crédits de personnels pour un montant de 131 811 € (Secrétariat général).

III) FORMATION CONTINUE

1-Stages catalogue 2011

L'offre catalogue 2011 comprenait près de 170 sessions pour 130 stages annoncés, avec plus de 40 stages intersectoriels et près de 30 stages nouveaux. Sur les 158 sessions annoncées, 23 ont été annulées dans les différentes rubriques du catalogue, pour cause de défaillance pédagogique ou par manque de candidats. Parmi ces annulations, plusieurs stages nouveaux comme « Normalisation : contextes et enjeux », « Méthodologie des pratiques de conservation » (Archives), « Etude des connaissances du public », « Publier ses recherches », « Les institutions européennes », « Labels, outils de valorisation du patrimoine » (stages inter-métiers).

* secteur inter-métiers

Ces stages inter-disciplinaires étaient réalisés pour la première fois à destination de tous les publics patrimoniaux. Formations déjà existantes et ouvertes à d'autres disciplines métiers ou stages nouveaux, ces stages ont attiré plus de 20% des stagiaires, toutes disciplines et catégories confondues. Ils concernent tous les aspects thématiques, sécurité (« Sécurité des biens et des personnes », « Préparer les visites des commissions de sécurité ») , accueil des publics (« Bien accueillir les publics handicapés », « Concevoir des actions culturelles pour les publics handicapés »), conservation (« Conservation préventive : sensibilisation ; plan de conservation », « Plan de sauvegarde des collections », « Réglementation thermique », « gérer les risques biologiques »), numérisation (« Pratiques numériques », « Numérisation patrimoniale »), droit, (« Bases juridiques de l'action des personnels d'accueil et de surveillance », « Circulation des biens culturels », « Lutte contre le trafic illicite des biens culturels »), informatique documentaire (« Recherche documentaire », « Portails et meta-moteurs »).

Exemples de publics stagiaires « mutualisés » dans les stages suivants :

Conservation :

- « Plan de sauvegarde des collections » : stagiaires des Archives/des Musées/du Patrimoine (CRMH/SRA)

- « Actualité de la recherche en conservation-restauration » : Archives/CRMH/Musées
- « Réglementation thermique des bâtiments » : DRAC/STAP/CRMH/
- « Gérer les risques biologiques » : Archives/Musées/DRAC/CRMH/STAP
- « Conservation préventive » : Archives/Musées/DRAC/CRMH/C2RMF/
- « Mener un projet de numérisation » : Archives/Musées/DRAC/CRMH

Sécurité-sûreté :

- « Sécurité des biens et des personnes : accessibilité aux handicapés » : Archives/Musées/CRMH/STAP
- « Agent face aux relations délicates avec le public des musées » : Musées/Archives nationales
- « Concevoir des actions culturelles en faveur des personnes en situation de handicap » : Archives/Musées

Connaissances historiques :

- « Chroniques d'histoire de France » : Archives/Musées/STAP

Traitement documentaire :

- « Portails et méta-moteurs » : Archives/DRAC/Médiathèque du patrimoine
- « Recherche documentaire sur internet » : Archives/Patrimoine/CRMH

En règle générale, ces stages inter disciplinaires ont permis à des degrés divers, de mutualiser les publics et de faire se rencontrer des collègues de secteurs métiers différents autour de problématiques communes. Deux remarques sur la pertinence de ce format ont été exprimées : intérêt moindre d'une partie des stagiaires quand sont évoquées les pratiques d'un autre métier (archives/musées) ; généralement, l'aspect Monuments historiques pas assez pris en compte dans ces stages. Pour illustrer ces propos, on peut citer des formations transversales qui ont reçu un très bon accueil des différents participants comme « Plan de sauvegarde des collections », « Gérer les risques biologiques », stages pratiques ayant fait appel à des experts des différents métiers. Il en est de même pour la formation « Portail et meta-moteurs » qui a présenté un panorama complet de l'interopérabilité des ressources patrimoniales. D'autres stages transversaux comme « Numérisation patrimoniale » ou « Recherche documentaire sur internet » ont été appréciés pour la diversité des cas concrets présentés.

* secteur architecture patrimoine

Le stage post-recrutement a de nouveau été organisé en 2011, sous forme de trois modules de chacun une semaine, donnant aux participants un panorama de l'organisation du ministère, de l'histoire de l'architecture, des bases juridiques et techniques sur les métiers du patrimoine. La formation s'adresse spécifiquement aux agents nouvellement nommés en STAP et DRAC/CRMH, à l'exclusion des architectes des bâtiments de France, ceux ayant pu bénéficier d'une formation spécifique à leur corps. La formation se décompose en trois modules de quatre jours et se déroule à

la Saline royale d'Arc-et-Senans dans le département du Doubs. Le premier module s'attache à situer l'environnement professionnel des services déconcentrés à savoir l'organisation administrative de l'Etat, du ministère de la culture et spécifiquement les services patrimoniaux déconcentrés. Une seconde partie permet de donner les grandes lignes de l'organisation budgétaire de l'Etat et les grands principes de des marchés public de travaux. Ce module a été commandé a une société prestataire. Le deuxième module, assuré par un formateur interne permet de détailler et comprendre les lois spécifiques monuments historiques et espaces protégés, leur mise en œuvre et les contraintes induites. Pour illustrer ces propos, des visites commentées de secteurs urbains ont été proposées. Enfin le troisième module amorce une lecture et compréhension du bâti ancien en s'appuyant sur un exercice d'application de décryptage de la Saline. Les stagiaires ont ensuite deux jours de découverte et de pratique des logiciels utilisés dans les services patrimoniaux. La session 2011 a accueilli entre 12 et 15 stagiaires, surtout des catégories C et B. Il faut noter la présence de deux stagiaires contractuel A de STAP. La formation a été entièrement prise en charge par le département formation. L'évaluation a permis de souligner la pertinence de cette formation. Les participants ont apprécié les interventions et le lieu du stage. Bien que relativement éloigné de leur lieu de résidence administrative, les stagiaires ont souligné la qualité de l'accueil et du lieu qui les a accueillis, ainsi que des relations interpersonnelles qu'ils ont pu nouer durant ces 15 jours.

En dehors des formations récurrentes sur l'histoire de l'art et l'histoire des jardins, le droit de l'urbanisme, l'état sanitaire du bâti, une formation nouvelle a été proposée, « De la ZPPAUP à l'AVAP ». Cette formation a été déclinée en région dans différentes DRAC (Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Champagne-Ardennes, Pays de la Loire, Basse-Normandie, Bretagne). Cette formation, organisée avant la sortie du décret et de la circulaire, est apparue comme primordiale pour les stagiaires, chargés de porter cette réforme et de la faire partager aux élus locaux. Manquant encore de cas concrets, cette formation nécessite un complément proposant des retours d'expériences. A partir de 2012, le département mettra en place avec l'aide de la sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, à Paris et en région, une formation renouvelée, qui s'intitulera « La mise en oeuvre opérationnelle des AVAP ».

D'autres stages nouveaux comme « Le métier de conservateur des Monuments historiques » ou « L'actualité de la recherche en conservation » (qui a mobilisé différentes institutions : LRMH, C2RMF, Centre de recherche sur la conservation des collections) ont reçu aussi un bon accueil des stagiaires.

* secteur musées

L'offre 2011 pour les personnels des musées nationaux s'est trouvée partagée entre les stages inter-métiers (sécurité, accueil, droit, conservation, etc.) et les stages spécifiques métiers des musées. Les stages métiers ont accueilli en dehors des personnels des SCN musées nationaux, des personnels d'établissements publics ou de musées territoriaux.

Les stages catalogue ont été consacrés aux grands thèmes suivants : histoire de l'art, cadre juridique (agents d'accueil et de surveillance), accueil, sécurité et sûreté, conservation et traitement documentaire. L'accent a particulièrement été mis en 2011 sur les thèmes de l'accueil et de la conservation avec des formations comme « Concevoir les étapes de l'accueil dans un musée », « L'agent face aux relations délicates avec public », « Introduction aux différentes missions de la régie des œuvres », « Gérer et accompagner le prêt des oeuvres ». Par exemple, le stage « Introduction à la régie des oeuvres » sous un format de 5 jours, a été considéré comme une formation riche et diversifiée, dotée d'un bon équilibre théorie/pratique, enrichi par des visites et l'abord de cas concrets.

Des formations traditionnelles comme « Histoire des musées de France » ou plus récentes comme « Le récolement décennal » ont été bien appréciées aussi. Pour le stage « récolement » par exemple, les participants ont été unanimes sur la qualité du programme, la qualité de tous les intervenants, l'utilité des interventions, les nombreux échanges et surtout les exercices pratiques au Musée de

l'armée et au MUCEM. Les 2 premières journées ont été jugées instructives et précises menées par des intervenants ayant beaucoup de choses à partager. Les stagiaires ont proposé que le stage se déroule en partie in situ, dans un musée ou un laboratoire. Ils ont aussi apprécié que le stage soit ouvert aux territoriaux et aux associations. Tous sont conscients que c'est un des endroits et moments privilégiés (ce stage) où ils peuvent trouver les informations justes et indispensables à l'accomplissement de leur mission de récolement.

* secteur archives

Il faut rappeler ici la spécificité des stages de spécialité archives, ouverts à des personnels non Culture, notamment les personnels territoriaux du réseau des Archives de France et ceux d'autres ministères (Défense...).

Cette année encore, on constate que les stages de base et les stages sur les pratiques métiers (« Initiation archivistique, niveaux 1 et 2 », « Classement, analyse et indexation », « Normalisation des instruments de recherche », « La DTD-EAD », « DTD-EAD-EAC », « Standard d'échange des données archivistiques »), les stages sur le droit des archives (« Réutilisation des informations publiques », « L'externalisation des archives »), les stages concernant les nouvelles technologies (« Records management », « Plate-forme d'archivage électronique », « Standard d'échanges de données »), les stages traitant de fonds spécifiques (archives du cadastre, héraldique et sigillographie...), les stages sur les normes ou sur la paléographie attirent un grand nombre de stagiaires. De même, sont agréées les formations sur la conservation des documents, les bâtiments d'archives.

Le stage de base « Initiation archivistique » niveaux 1 et 2 continue à remporter un franc succès auprès de publics extrêmement variés, d'administration centrale et territoriale, d'établissements, d'associations, etc. Il offre un panorama théorique et pratique sur les archives, en introduction aux stages plus spécialisés. Il permet à des publics très divers de se rencontrer autour de tous les aspects de la chaîne archivistique.

2- Stages hors catalogue

* stages inter-métiers

A la demande de la direction générale, le département a organisé plusieurs sessions de formation à destination des membres des CHS. 8 sessions ont été destinées à l'ensemble des représentants métiers et une réservée à un SCN musée (Pau). Le bilan de cette action fait apparaître un déficit chronique de participation, notamment des membres de l'administration.

* secteur musées

Grâce à l'action très volontariste de la responsable des formations musées, une politique très active de formations in situ a été menée en 2011 auprès de beaucoup de musées nationaux (Écouen, Saint-Germain-en-Laye, Magnin, Dubouché, Compiègne-Blérancourt, musées Marc Chagall et Fernand Léger, Sèvres, Malmaison Bois-Préau, Port Royal des Champs, musée national maison Bonaparte) et du C2RMF. Ces stages intra financés par le département pour des personnels sur place dans leur musée ont porté sur les thèmes principaux suivants :

- sécurité-sûreté (SSIAP, CACES, gestes et postures, HOBLO, lutte contre l'incendie, terrain-feu, utilisation du défibrillateur)
- accueil : agent face aux relations délicates ; l'analyse du comportement ; gestion des conflits ; accueil des publics en situation de handicap

- divers : histoire du site (Saint Germain en Laye) ; visite guidée (Pau) ; anglais spécial musées (Blérancourt)
- stage « correspondants sûreté » organisé au Musée d 'art et d'histoire du Judaïsme.

C'est près de 70 stages différents qui ont été mis en oeuvre en intra dans les différents SCN musées nationaux, pour un total de 450 stagiaires environ, plus que les participants au stages catalogue. Cette tendance des SCN musées nationaux à privilégier les stages en intra sur place dans leur institution s'est confirmée lors de visites menées par le chef du département et Mme Stern dans quelques musées nationaux (Ecouen, Saint-Germain-en-Laye, Cluny, Compiègne-Blérancourt, Pau). Dans tous ces établissements, il nous a été demandé systématiquement d'organiser des formations in situ sur l'accueil, la gestion d'équipe, la sécurité-sûreté...

Une enquête de recueil des besoins de formation a été menée au premier semestre 2011 auprès des SCN musées nationaux, relayée aussi auprès du réseau des musées franciliens via la DRAC Ile-de-France. Seul un petit nombre d'établissements a répondu à l'enquête.

* secteur patrimoine

Dans ce secteur, on relève surtout l'organisation de sessions de 2 jours consacrées à l'Atlas des patrimoines, dans plusieurs DRAC (Centre, Bourgogne, PACA, Alsace, Franche-Comté), concernant au total 131 stagiaires.

* secteur archives

formation « conservation préventive, un travail d'équipe

L'expérience initiée en 2008 sous la direction de Mme Marie-Dominique Parchas s'est poursuivie en 2011 sur un rythme moindre que les années précédentes. Pour rappel, il s'agit de constituer dans la dizaine de services d'archives territoriales volontaires pour cette formation des groupes de travail puis, après un stage de trois jours adaptés aux besoins en conservation de chaque institution, d'assurer le suivi des actions sur une période de trois ans, à raison de deux visites par an. Cette formation réunit, autour d'un même projet, toutes les catégories de personnel, du directeur aux adjoints techniques. Cette année, les Archives municipales de Charleville Mézières et le musée Guerre et paix des Ardennes, les Archives départementales du Morbihan, les Archives municipales de Montpellier ont bénéficié de cette formation. Une cinquantaine d'agents ont ainsi été formés.

Archives nationales

Le département de la formation scientifique et technique a pris en charge plusieurs actions de formation pour le compte des Archives nationales Paris et Fontainebleau. Deux actions sont plus particulièrement à noter :

- la formation au *Système d'information archivistique* pour les personnels des Archives nationales Fontainebleau et ceux du bureau des missions. La formation a été organisée avec les responsables concernés du projet Pierrefitte. 65 stagiaires ont reçu cette formation.
- Le département de la formation a financé un stage consacré à « L'analyse historique des techniques de reliure et application de certains principes à la conservation-restauration » par Christopher Clarkson. D'une durée de 2 semaines, la formation a été dispensée à l'atelier de restauration des Archives nationales Paris, pour 7 agents, qui l'ont suivi avec des agents de la BnF.

Archives territoriales

Plusieurs formations « intra » ont été réalisées, à la demande de services d'archives métropolitains et d'outre-mer et d'autres institutions. Formations spécifiques au *Standard d'échange de données* (2 jours) (Archives départementales de la Drôme), *Initiation à l'archivistique* (2 jours) et *Description archivistique* (1 jour) aux Archives départementales de la Savoie. Une formation a été organisée sur 4 jours aux archives départementales de la Martinique ; consacrée à la *DTD-EAD et XML*, elle a rassemblé 13 agents d'Etat et territoriaux. Formations à la *Méthodologie d'archivage* (3 jours) et aux *Archives électroniques* (3 jours) pour le CNFPT délégation Midi-Pyrénées, *Archivage* (1 jour) pour l'Institut national de recherche agronomique Poitou-Charentes, *Archives électroniques* (3 jours) pour le Centre interdépartemental de la Grande Couronne à Versailles.

Cela représente un total de 150 stagiaires.

3- Préparation concours et formations individuelles

Préparations concours

Le département a mis en place une préparation à l'écrit des concours internes de secrétaire de documentation (épreuve de bibliographie) (3 jours) et de chargé d'études documentaires (pas de demande pour l'option régie d'oeuvres) (3 jours). 22 personnes ont participé à la préparation secrétaire de documentation et 25 pour chargé d'études.

Formations individuelles

Le département de la formation scientifique et technique a pris en charge la formation individuelle d'environ 77 agents, 42 agents issus de SCN et 35 agents issus de la direction générale des patrimoines.

Les formations demandées recouvrent plusieurs domaines à savoir :

- la conservation et la restauration du patrimoine (réalisation d'un projet en conservation, les matériaux modernes les plastiques, la préservation des collections photographiques, la mise en place d'un plan de sauvegarde, la broderie d'art, la conservation des matériaux textiles, la photogrammetrie au service des archéologues, les méthodes d'analyse par faisceau d'ions...),
- la sécurité (comprendre le fonctionnement et la mise en œuvre d'un système de vidéosurveillance, connaissance du chauffage et de la climatisation, qualité de l'air et santé dans les bâtiments tertiaires),
- le droit relatif au patrimoine, à l'urbanisme (droit de l'urbanisme : les règles fondamentales et à l'environnement).
- la préparation au concours (préparation à l'écrit et à l'oral au concours de conservateurs du patrimoine

4- Bilan statistique

Au total, près de 220 sessions de formation ont été effectuées en 2011, au catalogue et hors catalogue (stages intra représentent 24% du total des stages), qui ont recueilli plus de 3800 candidatures. En dehors de ces stages collectifs, 77 stages individuels ont été financés.

Totaux : - nombre de stagiaires formés : **3172 stagiaires** (2010 : 2963), **2349 agents formés** (2010

: 2516). Le nombre de jours-stagiaires est de **10065**.

Représentativité par disciplines :

stages architecture-patrimoine : 24% du total des stagiaires

stages archives : 30% du total des stagiaires

stages musées : 24% du total des stagiaires

stages inter-métiers : 22% du total des stagiaires

Représentativité par statut et catégorie :

La part de fréquentation des stages de formation continue par les personnels territoriaux a atteint 25 % avec un fort pourcentage (58%) pour le seul secteur archives. En ce qui concerne la représentation des différentes catégories de personnels (A, B et C) dans les stages de formation continue, on constate une représentation à peu près équivalente pour les personnels de catégories A et C, une représentation plus faible en pourcentage pour la catégorie B : 37.9% cat. A, 24.8% catégorie B et 37.3% catégorie C.

Domaines de formations :

Les domaines les plus suivis par les stagiaires sont par ordre de pourcentage décroissant les métiers de la culture (spécificités métiers), les techniques juridiques (connaissance et mise à jour des notions juridiques), les connaissances juridiques, le domaine hygiène et sécurité (nombreuses formations intra organisées dans les musées nationaux), l'informatique (apprentissage des systèmes d'information patrimoniaux et des systèmes documentaires informatisés) et le post-recrutement.

IV) FORMATIONS INTERNATIONALES

1- Stage technique international d'archives (STIA) (avril-mai)

33 stagiaires (30 étrangers et 3 Français) représentant 19 pays ont participé à cette promotion 2011 (60ème promotion). La promotion a été caractérisée par la présence pour la première fois d'une ressortissante de la Chine (étudiante à l'EN des Chartes) et d'un collègue allemand (après plusieurs années d'interruption de participation allemande). Il faut mentionner la participation française : Service historique de la Défense. Cette présence de collègues français a été très appréciée. Composition du groupe : Afrique du Nord et Afrique noire : 20 stagiaires, 9 pays ; Amérique et Caraïbes : 4 stagiaires, 3 pays ; Asie : 2 stagiaires, 2 pays ; Europe (hors France) : 3 stagiaires, 3 pays ; Moyen-Orient : 1 stagiaire, 1 pays. 2/3 de représentants d'Afrique pour un équilibre moitié-moitié entre les pays représentés Afrique-reste du monde.

Pour la première fois cette année, le stage technique international d'archives a été réduit de 2 mois à 1 mois (5 semaines), avec pour objectifs de faire venir des collègues sur une période plus courte et permettre d'obtenir des bourses plus facilement auprès des postes français à l'étranger. Toujours conçu comme un stage généraliste couvrant la totalité de la chaîne archivistique, le stage était construit autour de plusieurs modules, chacun se composant de conférences, de visites et d'ateliers pratiques. D'une durée d'un mois, le stage n'a pas permis de continuer à maintenir les aspects existants dans les précédentes éditions sur 2 mois : exposés des stagiaires, groupes de travail entre les stagiaires, travaux individuels et voyage d'études en province ou à l'étranger. Tous ces éléments ont été très tôt ressentis comme pénalisants par les stagiaires qui en ont fait la remarque au directeur de stage. Ayant l'impression « d'essayer les plâtres » d'un nouveau format,

certains ont influencé le reste du groupe et provoqué un manque de cohésion et au final d'adhésion à la formule proposée.

Le stage s'est composé d'une cinquantaine de conférences et de visites, avec l'intervention d'une centaine de conférenciers. Il faut saluer ici l'implication de la majorité d'entre eux et en même temps regretter l'annulation de participation de certains d'entre eux et ce dès le début du stage. La durée du stage est très majoritairement considérée comme trop courte, avec un déséquilibre très important entre la théorie (conférences trop nombreuses) et la pratique (manque important d'ateliers pratiques). Les stagiaires réclament d'appréhender concrètement les connaissances dispensées, en se les appropriant sous forme appliquée (ateliers, retours d'expériences, études de cas). D'autre part, les stagiaires notent le manque de dimension comparative du stage et un côté trop franco-français. Il y a eu au cours du stage deux intervenants étrangers ce qui n'est pas suffisant pour aborder des problématiques comparées sur les sujets traités pendant le stage, grâce à l'intervention de collègues étrangers ; manque aussi d'évocation des questions propres aux pays moins développés. Par ailleurs, le format court du stage n'a pas intégré l'obligation pour chaque stagiaire de faire un exposé sur sa propre expérience ce qui a privé le groupe d'une variété et d'une richesse d'échanges. Enfin, certains notent que l'on pourrait tirer profit à mieux évoquer le rôle et les missions de l'archiviste intégré à une structure de production administrative ou privée (administration, établissement, assemblée...).

Au final, les stagiaires notent que le stage international sous ce nouveau format court, est trop dense, trop déséquilibré entre théorie et pratique. L'accent doit être mis sur les aspects concrets et comparés : développer les ateliers pratiques (ateliers par groupes tout au long du stage sur les aspects gestion de l'archivage, traitement, numérisation, valorisation et site internet...), l'analyse comparée internationale (plus d'intervenants étrangers) et ne pas négliger la prise en compte de l'outre-mer. Trop de sujets importants (gestion de l'archivage, pérennisation des données, archives privées, restauration-conservation) semblent « survolés », faute de s'inscrire dans une démarche pédagogique assez longue. Ils relèvent un bon niveau niveau d'échanges avec les conférenciers, même si le manque de temps dans la plupart des cas les a empêchés d'approfondir les problématiques évoquées. Certaines thématiques abordées ont élargi le champ de réflexion des stagiaires, mais sans possibilité d'approfondissement au vu de l'enchaînement trop rapide des thèmes. Plus de temps doit être consacré aux échanges entre les stagiaires et les conférenciers, et entre les stagiaires eux-mêmes (problématiques comparées des pays représentés). Certains notent que si l'on maintient la vocation généraliste du STIA, elle pourrait être complétée par une mise en situation pratique (TP pratiques d'une semaine dans un service d'archives). Ils demandent le retour aux exposés des stagiaires et pour certains à des travaux individuels (recherche). En même temps, ils relèvent que ce stage est riche en contenu et offre une opportunité majeure pour échanger entre professionnels étrangers de différents continents. La plupart mentionnent leur souhait de continuer à avoir des contacts avec les conférenciers et stagiaires rencontrés, le Conseil international d'archives, les services d'archives visités. Certains ont commencé à réfléchir à des partenariats possibles par la suite : projet d'archivage électronique de la Cour des comptes avec l'appui européen (Burundi), développement d'expositions bilingues avec la Défense (Allemagne), coopération dans le domaine de la normalisation et de la description (Espagne).

2- Stage Courants "Archives et nouveaux enjeux de l'information" et séjours Culture (novembre)

Pour la onzième année, la spécialité Archives a figuré au titre des stages de spécialité offerts, sous le titre «Théories et pratiques archivistiques», dans le cadre du programme Courants et des séjours Culture.

16 collègues (participation d'une archiviste de Côte d'Ivoire en auditrice libre) représentant 13 pays ont participé à cette session. Plusieurs pays avait deux participants ou plus : Côte d'Ivoire, Italie, Tunisie. Plusieurs stagiaires sont d'anciens participants au STIA (entre 1989 et 2008). Sur 16 participants pour 13 pays, tels ont été les continents représentés : Europe, 3 stagiaires, Afrique du Nord et Afrique noire, 11, Amérique du Nord et Amérique latine, 2. Il faut noter la

présence de pays peu représentés dans nos stages comme le Cap-Vert, le Brésil. Les stagiaires occupent divers postes de responsabilité : chefs de service, chefs de division ou de département, spécialistes en gestion documentaire, bibliothécaire. La diversité des responsabilités occupées et des institutions représentées (publiques ou privées), Archives et hors Archives (bibliothèque, Musée des Beaux-Arts) a constitué une richesse autant qu'une faiblesse.

Conçu comme un stage thématique consacré aux *Archives et nouveaux enjeux de l'information*, le programme d'une durée de deux semaines, a proposé 2 modules archivistiques principaux : module 1 : « Records management et gestion de l'archivage électronique », module 2 : « Numérisation et internet ». Le stage s'est composé d'une alternance de conférences, de visites et d'ateliers pratiques. A l'instar de l'année précédente, nous avons souhaité trouver un rythme pour chaque module qui permette une bonne alternance d'exposés, de discussions, de visites, d'échanges. Le rythme du stage a été jugé dense par le plus grand nombre mais son contenu encore trop théorique. Au total, il apparaît un déséquilibre entre les 2 modules, le premier ayant été moyennement apprécié, le second ayant répondu beaucoup mieux aux attentes. Ce second module a été caractérisé par le déplacement de tous les stagiaires aux Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence. C'est la première fois qu'on effectuait un tel déplacement de groupe en province dans le cadre du stage Courants. Ce stage à l'intérieur du stage consacré à la numérisation et la mise en ligne des fonds d'archives aux ANOM a constitué le temps fort humain et professionnel du stage. Coordonné par MM. Edmond FERNANDEZ et Jean-François MOUFFLET, le programme du séjour a permis de voir de manière théorique et très pratique les différents aspects de la numérisation et de la mise en ligne de supports pédagogiques et scientifiques (mise en ligne des instruments de recherche des ANOM).

Chacun des 16 stagiaires a eu l'occasion de faire part de son expérience et des pratiques de son pays au cours du stage. Ces moments représentent un des apports essentiels du stage. Il faut mentionner le sérieux et l'implication de nos collègues pour rédiger des textes en français, préparer des supports pédagogiques (powerpoint), animer les débats.

Suite aux recommandations des évaluations des précédentes sessions, du temps libre a été laissé pendant le stage pour permettre la prise de rendez-vous individuels (2 journées au total). La liste jointe montre que beaucoup de collègues en ont profité pour prendre un ou deux rendez-vous individuels (ou en groupe) selon leur domaine de prédilection. De nombreux services d'archives (Service interministériel des Archives de France, Archives nationales, Archives bancaires..), le Conseil international des archives, Archives des musées et du Centre Pompidou, société privée de GED, ont répondu présent, ce dont nous les remercions. 2 stagiaires (Cap-Vert et Chypre) se sont joints à la visite des archives de l'INA organisé pour la collègue brésilienne (séjour Culture). Ces rendez-vous individuels répondent aux besoins précis des collègues et permettent de nouer des liens pour le futur. D'une manière générale, les stagiaires notent comme un des atouts de ce stage l'occasion qui leur est fournie de nouer des contacts entre eux, avec les collègues conférenciers, pendant le stage ou en dehors, tous ces contacts se révélant utiles à la suite de leurs travaux, de retour dans leur pays.

Séjours Culture :

Un programme a été organisé sur mesure pour chacune des 2 collègues de Séjours Culture, Mmes AZZABI (Tunisie) et SAVIOLI (Brésil). Ces programmes ont été mis en oeuvre par Mme Lamowaltay. Il faut encore noter ici la mobilisation de nombreux services Archives, patrimoniaux (musées...), institutions hors Culture (ville de Paris, INSEE...) qui ont permis d'organiser ces deux séjours, avec des programmes denses de rencontres et de visites individuelles. Les 2 stagiaires se sont retrouvées ensemble à la journée découverte organisée par la direction des Archives diplomatiques à La Courneuve. Elles ont pu à cette occasion rencontrer le directeur des Archives et son équipe, ainsi que d'autres invités étrangers.

Pour Mme Azzabi, le programme proposait principalement des contacts avec les services visités pendant sa participation au Stage technique international d'archives en 2008. Chargée de la coopération aux Archives nationales de Tunisie, elle a apprécié les échanges avec les collègues visités (C.I.A., Unesco, I.N.A.), tout en trouvant le programme très dense. Son exposé sur la politique de numérisation aux A.N. de Tunisie a remporté les suffrages de ses collègues.

Mme Savioli cherchait à établir des contacts et partenariats avec les acteurs patrimoniaux de la conservation des fonds et collections iconographiques et audiovisuels. Son programme l'a amené aux Archives nationales Paris, au musée Carnavalet, à la Maison européenne de la photo, à la Médiathèque du patrimoine...Elle a complété ses visites par celle de l'agence photo de la Réunion des musées nationaux. Au final, si elle a beaucoup apprécié ses visites et les activités en groupe, elle a déploré aussi un manque d'aspects pratiques.

Tous les stagiaires pensent garder le contact entre eux et souhaitent la poursuite du programme sous cette forme, qui permet des échanges entre collègues du monde entier. Force est de constater, qu'en onze années, le programme Courants, stage court et centré sur des thématiques d'actualité, a répondu à ses objectifs de création : proposer un stage complémentaire au STIA, de plus haut niveau. Il a ainsi permis de faire revenir d'anciens stagiaires du STIA et de faire découvrir notre offre à de nouveaux collègues, de pays ne participant plus ou pas au STIA. Il apparaît qu'un cycle s'achève au bout de ces onze années, tant dans la formule pédagogique (thèmes, forme pédagogique) que dans la composition des publics stagiaires (moins de diversité géographique, hétérogénéité des niveaux et des parcours professionnels).

3- Séminaire suisse (15-18 novembre 2011)

Notre coopération avec le master d'archivistique de bibliothéconomie et de sciences de l'information de l'université Berne-Lausanne a été inaugurée en 2007. En 2011, pour la troisième fois, nous avons reçu les élèves de deuxième année du master (30 participants), encadrés par le créateur du master, M. Cristof Graf et le responsable pédagogique, M. Niklaus Buetikofer. En collaboration avec nos collègues suisses, nous avons préparé un programme consacré aux enjeux actuels des métiers et aux pratiques professionnelles d'aujourd'hui dans les Archives (numérisation, archives électroniques) et dans des institutions partenaires : BnF, Ecole nationale des Chartes.

Cette coopération devrait être reconduite d'ici 2 ans (prochaine promotion) après un bilan commun avec les Suisses. Ce pourrait être l'occasion d'évoquer le développement de notre partenariat pédagogique dans le cadre de nos stages, notamment le STIA et la future Conférence internationale supérieure d'archivistique (CISA).

4- Séminaire de réflexion sur les stages internationaux d'archives

Les 7-8 juin, le département de la formation a réuni un groupe de travail francophone relatif au devenir des stages internationaux d'archives. Le groupe se composait de représentants des Archives d'Etat de Belgique, de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec, des Archives fédérales suisses, de l'université Berne Lausanne, des Archives de Genève, de la Bibliothèque et Archives nationales du Canada, du Conseil international des Archives, de l'Agence universitaire de la Francophonie, du ministère des Affaires étrangères et européennes, d'Egide, du Service interministériel des Archives de France, du secrétariat général, délégation au développement et aux affaires internationales, de la délégation générale à la langue française et aux langues de France. Il a dégagé les perspectives suivantes :

- programmation du STIA 2012 avec travail sur le contenu pédagogique du stage (international, interactif, modules avec modérateurs à choisir, thèmes à déterminer ; développer aspects pédagogiques et pratiques...).
- étude de la création d'un stage international bilingue, reprenant le projet de création de la Conférence internationale supérieure d'archivistique (CISA). Choix d'un thème, d'une

langue étrangère en lien avec les pays de la zone géographique choisie. Cette conférence est appelée à remplacer l'actuel stage Courants spécialité archives réalisé avec la Maison des cultures du monde. La première session de cette CISA devrait avoir lieu à Paris en 2012. Les années suivantes, la CISA pourrait être accueillie par des pays hôtes francophones qui pourront se faire connaître d'ici novembre prochain.

- étude de stages délocalisés à créer avec choix de zones géographiques régionales et de pays hôtes intéressés.

5- Protocole franco-russe

Afin de préparer le renouvellement en 2012 du protocole de coopération entre la direction générale des patrimoines, l'Ecole nationale des Chartes et l'Université d'Etat des sciences humaines de Russie, des négociations ont été entreprises sur le calendrier de signature et la reconduction du programme de coopération. Initié en 2001, ce programme porte notamment sur des échanges pédagogiques de conférenciers et d'élèves entre les parties française et russe, la rédaction d'état des sources conservées dans chaque pays. Du côté français, des formateurs de l'Ecole des Chartes et du Service interministériel des Archives de France (avec les Archives nationales Paris) assurent des cours d'archivistique française deux fois l'an, auprès d'élèves francophones des 3ème et 5ème années de l'institut d'histoire et d'archives, dépendant de l'université d'Etat.

6-Divers

REPUBLIQUE TCHEQUE : réunion de travail du chef de département avec le directeur des Archives d'Etat de République tchèque et la responsable des relations internationales (décembre). Point sur la participation des collègues tchèques au STIA et à la future CISA.

MAROC : rencontre avec le directeur des Archives nationales du Maroc (décembre). Souhait de collaboration pour la formation des personnels de la toute récente institution des Archives nationales du Maroc. Participation de 2 archivistes des AN au STIA 2012.

4- Bilan statistique

80 stagiaires internationaux représentant 27 pays, appartenant à 40 institutions différentes.

V) PROJET DE SERVICE

En mars 2011, le projet de service du département a été remis au directeur général des patrimoines, accompagné d'un plan d'action 2011 portant sur les principaux points d'organisation du service, de ses missions et de ses partenariats. Les actions retenues au programme 2011 étaient au nombre de 14 : procédures internes de travail communes au département, professionnalisation des personnels du département, base informatique des stages, suivi budgétaire et comptable ; recueil des besoins de formation sur un public défini des personnels du ministère, groupes de travail thématiques sur la formation continue et évolutions de l'offre, analyse et bilan statistique de la participation des personnels Culture et non Culture à nos formations ; partenariats avec des opérateurs comme l'Institut national du patrimoine (INP), l'Ecole nationale des Chartes, ou avec le Centre national de la fonction publique territoriale ; groupe de travail de la direction générale sur la mise en ligne d'outils pédagogiques.

Sur ce nombre, une majorité d'actions a été réalisée en 2011 : définition de procédures communes de travail au service, actualisation de la base de gestion des stages, réalisation d'un tableau de suivi des dépenses par stages interne au département ; recueil des besoins de formation auprès des personnels des SCN musées nationaux et des établissements muséaux suivis par la DRAC Ile-de-France ; coopération avec l'Institut national du patrimoine (INP) : participation du département au

groupe de travail sur « La formation à la conservation du patrimoine cinématographique », participation de l'INP à réunion de formateurs DG Patrimoines et à un des groupes de travail formation du département (voir ci-dessous). La coopération pédagogique avec l'INP dans le domaine de la formation continue doit se poursuivre pour aboutir à l'établissement de critères partagés en termes de calendrier, types de formations, types de publics visés par chaque service. A noter l'impossibilité de coopérer avec le CNFPT, et ce malgré le déplacement du chef de département à Nancy en janvier 2011 auprès des responsables du pôle patrimonial et culturel. A l'inverse, une convention de partenariat a été signée entre le département et l'EN des Chartres pour la publication au catalogue de la DG Patrimoines en 2012 de formations dispensées par des professeurs de l'Ecole (histoire des institutions, paléographie, utilisation des sources d'archives).

D'autres actions et mesures ont été mises en oeuvre, grâce à l'appui du directeur général des patrimoines : désignation de correspondants formation dans les services et département de la direction générale, première réunion de ces correspondants en juin 2011, appui sur ces correspondants pour définir des objectifs de formation 2012 ; révision du coût jour de la formation pour les personnels non Culture.

VI) FORMATIONS 2012

1- Formation

Comme prévu dès 2010, un groupe de travail commun département de la formation-département mobilité recrutement formation du Secrétariat général a permis l'intégration de la gestion des stages de la direction générale des patrimoines à la base Formation des stages du Secrétariat général. Pour ce faire, le Secrétariat général a tenu compte des spécificités des publics du département et a effectué la reprise de données de la base Access du département. Les personnels du service ont tous suivi une formation adéquate au maniement de Formation.

Fin 2011, le catalogue formation 2012 de la DG des Patrimoines figurait en ligne sur Sémaphore Formation, accessible pour l'inscription en ligne des personnels Culture.

2- Marchés

Le département de la formation scientifique et technique a réalisé en 2011 plusieurs procédures d'appels d'offres relatives à 3 thématiques différentes pour des marchés de 3 ans 2012-2014 :

histoire de l'art,

sécurité,

accueil des publics.

Nous renouvelons ainsi méthodes et prestations offertes à nos publics, en vue de plus de facilité d'organisation et de pertinence pédagogique. Le domaine de l'accueil des publics recouvre plusieurs thématiques, notions générales, accueil des handicapés, environnement juridique et encadrement des équipes. La plupart de ces formations auront comme particularité de se décliner sous forme intermétiers (catalogue) ou sous forme intra, adaptées aux besoins de telle ou telle institution patrimoniale (SCN musée national, service d'archives...). Dans ce cas, un soin particulier sera apporté à l'analyse et à la définition des besoins pédagogiques propres à l'établissement.

Dans les deux premiers cas (histoire de l'art et sécurité), nous avons renouvelé le contrat des deux prestataires avec lesquels nous travaillions déjà. Pour le marché accueil, nous avons retenu pour les 4 lots proposés 3 prestataires différents.

3- Groupes de travail (janvier-mai 2011)

Le département a réuni entre janvier et mai 2011, 3 groupes de travail réunissant des acteurs internes et externes au ministère, destinés à élaborer des objectifs de formation et des contenus pédagogiques pour 2012.

- groupe de travail Archivage électronique (conduit par le Service interministériel des Archives de France) : a défini un cycle de quatre stages qui permettront aux stagiaires d'acquérir sur un an les méthodes, bases théoriques et pratiques, connaissances indispensables à la collecte et conservation des archives électroniques natives. Etudes de cas et retours d'expériences occuperont une place essentiel dans ce cycle annuel.
- groupe Conservation-restauration (avec des représentants des services de la DG Patrimoines, du LRMH, du C2RMF, de la DRAC Ile-de-France, de l'INP, de l'Office de coopération et d'information muséales (OCIM), du Centre de conservation du Livre d'Arles, du Centre de conservation-restauration de Marseille) : a conclu à la définition d'une démarche d'acquisition graduée de connaissances. Stages de bases intermétiers (notions de bases sur la conservation préventive, le plan de sauvegarde des collections...) complétés par des stages ciblés en fonction des attentes métiers (conservation des monuments historiques, élaboration de l'état sanitaire d'un dépôt archéologique, conservation des archives avec un stage généraliste nouveau, régie des oeuvres avec un stage perfectionnement nouveau, stages nouveaux sur l'éclairage, le marquage, le climat pour les musées nationaux) ; création de stages en régions sur la réglementation thermique des bâtiments en partenariat avec le ministère de l'Ecologie et du développement durable .
- groupe Communication-valorisation (avec représentants des services de la DG Patrimoines, du musée du Louvre, du musée de Cluny, de l'OCIM) : a mis l'accent sur la création de plusieurs formations consacrées aux enjeux du web dans les institutions culturelles et d'un stage sur le mécénat. Les stages web communs aux différents métiers devaient être réalisés en partenariat entre des services de la direction générale et le centre de formation professionnelle des journalistes. La concertation tardive (octobre) sur l'offre de formation 2012 entre le Secrétariat général et le département formation a abouti au retrait par la DG Patrimoines de tous ces projets de stages, au motif que le public visé excède les seuls personnels patrimoniaux. D'un autre côté, le département formation a décidé de développer un partenariat pédagogique dans ce domaine avec l'OCIM dans les années à venir.

4- Catalogue 2012

La brochure formation 2012 de la direction générale des patrimoines propose quelque 180 sessions de stages au total, dont une 40ne de stages nouveaux. Elle a été diffusée début décembre sous format papier auprès de plusieurs milliers de destinataires (administration centrale, administration territoriale, DRAC, STAP, musées nationaux, réseau des Archives). Sous format numérique, notre offre de formation est accessible sur le site intranet Sémaphore du ministère et sur le site internet du ministère (rubrique « En pratique ») pour une consultation externe au ministère. Le plan du catalogue a quelque peu changé par rapport à celui de 2011 avec 5 rubriques thématiques principales : les 3 secteurs métiers Architecture-patrimoine/Archives/Musées, la rubrique sécurité-sûreté-accueil, la rubrique inter-métiers. .

VII) CONCLUSION

Tout en maintenant son activité de formation, le département a connu de profondes évolutions en 2011. Suite à la finalisation de son projet de service, le département a mis au point des procédures administratives, budgétaires et comptables nouvelles pour la gestion des stages. Dans le même temps, il a réalisé pour la première fois des stages intersectoriels qui ont fédéré des formateurs et des stagiaires des différents métiers. Une réflexion partagée avec les services et des institutions relevant de la direction générale des patrimoines, menée en partenariat avec des acteurs externes de formation, a permis de renouveler significativement l'offre proposée pour 2012. Il n'en reste pas moins que des contraintes humaines et matérielles pèsent sur le département. Le défi à relever à court terme pour le département de la formation scientifique est de consolider sa présence et sa visibilité au sein du ministère de la culture et de la communication, aussi bien qu'auprès des partenaires institutionnels externes au ministère.